

APPEL A PARTICIPER A LA JOURNEE DU 22 NOVEMBRE, CONTRE LES REPRESSIONS POLICIERES

La répression qui s'abat sur les opposant-e-s aux projets mafieux des gouvernant-e-s est chaque fois plus violente.

L'arrivée du Parti Socialiste au pouvoir n'y aura rien changé.

La police, la gendarmerie et l'armée blesse et mutilé tout autant, peut-être davantage en surfant sur la vague du fascisme montant sous couvert de crise économique mondiale, et ce, grâce aux armes, dont l'efficacité s'accroît par les crédits apportés à la technologie militaire.

Mais outre les budgets alloués à la guerre, toujours plus importants, ce qui inquiète encore plus, c'est la volonté des policier-e-s, gendarmes et militaires comme de leur patron-ne-s politicien-ne-s d'assumer leur violence. L'omniprésence et l'utilisation effrénées de leur flashballs, "lanceurs de balles défense" (qui sont en fait des flashballs taillés XXL!) et grenades explosives désencercleantes en sont des exemples concrets.

Le discours est lui aussi décomplexé et la violence banalisée ! Face à nous, les flics sourient ou nous menacent quand on leur demande s'ils sont fier-e-s d'avoir tué. L'un des responsables de la police du Tarn affirmait récemment que celles et ceux qui s'opposent aux "forces de l'ordre" doivent s'attendre à subir des violentes et éventuelles blessures!!!

Et, il y a quelques jours, la police a tué. Encore.

Nous, réuni-e-s au Testet pour lutter contre le projet mortifère du barrage de Sivens, nous avons perdu un ami. Aux premières heures du dimanche 26 octobre 2014, à quelques mètres des soldat-e-s de l'état, armé-e-s et protégé-e-s par leurs armures et leur bouclier, c'est là que Rémi Fraisse a été assassiné par le bras armé de l'état.

Par un tir tendu d'un-e salarié-e de la guerre de grenade de désencerclement, visant probablement sa tête, s'est coincée entre sa nuque et ses épaules. Pourtant, même les lois internes des bras armés de l'état interdisent les tirs tendus à une certaine distance et interdisent également de viser la tête ou de viser tout court avec certaines armes.

Ceci n'est pas un accident. Il est même étonnant qu'un tel drame ne se soit pas produit plus tôt. En effet, les attaquent des policier-e-s, gendarmes et militaires ont tous les jours dépassés le cadre de leurs propres lois! On ne compte plus les genoux, mains, ventres et têtes visés!!! Leur violence inouïe et illégale nous a laissés à tou-te-s des traces qu'elles soient physiques, ou morales.

Cette fois elle a emportée un homme: Rémi Fraisse.

Mais si la mort de Rémi fait la une des médias et embarrasse les gouvernements, ne croyons pas qu'il s'agit d'une exception.

Fin août, une personne sans-papiers est morte dans une voiture de la BAC (Brigade Anti Criminalité) au cours du trajet qui la ramenait à l'aéroport. Cela fait bientôt 10 ans que les adolescents Zyed Benna et Bouna Traoré sont morts dans un transformateur électrique suite à une course-poursuite avec la police. Sans parler des guerres économiques, au Mali ou ailleurs...

On ne compte plus les procédures lancées par les proches de victimes de meurtres d'un des bras armés de l'état. Aucune plainte ne donne lieu à des emprisonnements!

Nous exigeons une justice rapide et implacable pour les meurtrier-e-s caché-e-s dans les rangs des bras armés de l'état.

Nous demandons, dès maintenant, une amnesty juridique pour tou-te-s les inculpé-e-s opposant-e-s au barrage de Sivens, que nous considérons presque comme des prisonniers politiques.

Nous demandons également, le désarmement total des multiples bras armés de l'état, pour en finir avec les assassinats, les bavures et les violences policières, gendarmes et militaires.

Nous rejoignons ainsi l'appel de la ZAD de Notre Dame des Landes à manifester contre la répression policière le samedi 22 novembre 2014:

- à Nantes, à 14h sur le parvis du palais de (l'in)justice
- ou ailleurs et partout !

Nous appelons chaque personne et chaque groupe qui se sent concerné par le danger que représentent la police de l'état à mener des actions et à manifester où qu'elle/il soit.

Faisons du 22 novembre une date nationale et internationale contre les violences des bras armés de l'état, mais n'oublions pas que chaque jour, avant et après cette date, est propice pour s'insurger contre l'existence d'une institution qui mutile et assassine pour le compte de l'état "de droit" et de ses projets juteux, mafieux et dévastateurs.

Indignons-nous !